**Introduction à la Gestion de camp**

**MODULE 1**

**Contenu**

* + **Introduction**
  + **Objectifs d’apprentissage**
  + **Informations générales**
  + **Références et outils**
  + **Suivi opérationnel (indicateurs)**

**Introduction**

Ce module initie les participants aux tendances mondiales de déplacement, leur complexité et leur diversité en s’appuyant sur l’analyse des profils des personnes déplacées partout dans le monde. Ce module examine également les solutions à court et long terme pour ces déplacements en se concentrant sur les différents types d’installations provisoires et en mettant l’accent sur l’importance de la gestion de camp pour faciliter l’accès des populations déplacées aux services d’assistance et de protection nécessaires. Ce module analysera brièvement quelques-uns des risques en matière de protection rencontrés par les personnes déplacées tels que la violence basée sur le genre (VBG).

**Objectifs d’apprentissage**

* Définir la gestion de camp.
* Reconnaître la complexité et la diversité du déplacement global.
* Réfléchir sur la manière dont différents profils de personnes déplacées requièrent une assistance et une protection différentes.
* Discuter la terminologie des solutions temporaires et durables pour les personnes et communautés déplacées.
* Décrire les différents types d’installations temporaires et les différentes phases du cycle de vie d’un camp.

**Informations générales**

***Qu'est-ce que la gestion de camp?***

La gestion de camp est la coordination et le suivi des prestations de service, de la protection et de l’assistance dans les campements provisoires en accord avec le cadre juridique de protection et les normes humanitaires minimales par l’intermédiaire de méthodes de gouvernance participative et communautaire. La gestion de camp a des objectifs à la fois techniques et sociaux.

La finalité de la gestion de camp est de garantir que les services et la protection fournis dans les milieux collectifs sont en accord avec les lois nationales et internationales, les directives et les normes approuvées, afin d’améliorer la qualité de vie et de la dignité pendant le déplacement des populations ainsi que de plaider pour des solutions durables. Le terme « camp » peut s’appliquer à divers types de camps et d’installations similaires, y compris les camps planifiés, les camps spontanés, les centres collectifs, les centres d’accueil et de transit et les centres d’évacuation. Pour atteindre cette finalité, la coordination efficace de toutes les parties prenantes au niveau du camp est une tâche primordiale pour chaque agence de gestion de camp.

La Maison de gestion des camps fournit un support visuel qui est fréquemment utilisé pour développer la façon dont l'agence de gestion du camp communique et collabore avec un large éventail d'acteurs, afin de garantir les droits de la population du camp. La gestion de camp consiste à fournir assistance et protection aux populations déplacées qui vivent dans des camps, en accord avec le cadre juridique de protection et les règles humanitaires minimales, ce qui garantit que les populations touchées participent aux activités quotidiennes du camp. La Maison de gestion des camps montre que la gestion des camps implique une approche holistique et une réponse sectorielle transversale.



Illustration 1 : Maison de gestion des camps

**Message clé**

**La coordination et la gestion de camps (CCCM en anglais)** a pour but d’améliorer les conditions de vie durant les déplacements de populations, d’assurer l’assistance et la protection sur les sites de déplacement, et de rechercher des solutions durables pour mettre fin aux déplacements temporaires, en procédant à une fermeture organisée et à une suppression progressive des sites de déplacement.

**Complexité du déplacement global : nouvelles tendances**

Le nombre de déplacements augmente globalement en raison d’une combinaison d’éléments. Cette complexité a de profondes répercussions sur la prévention, la réponse et la résolution des déplacements. Les catastrophes naturelles sont de plus en plus fréquentes et complexes. Les crises politiques se prolongent de plus en plus et ciblent les acteurs humanitaires. En raison de ces facteurs, les accès aux camps sont plus difficiles et la gestion à distance est plus habituelle.

Les moteurs de conflit et les déplacements de population liés à une catastrophe sont de plus en plus interdépendants et indissociables. Les situations critiques comme celles qui existent dans certaines zones de l’Est africain, où la sécheresse conjuguée aux conflits et à la violence alimente les déplacements de population, une très grande insécurité alimentaire et la famine sont des exemples d’une telle complexité. Voir le dernier rapport du Centre de surveillance des déplacements internes (IDMC en anglais) pour les données chiffrées actuelles ([page d’accueil de IDMC](http://www.internal-displacement.org/))

Bien que l’accent soit mis sur la planification et la préparation des interventions d’urgence, le nombre de déplacements liés aux catastrophes est plus de trois fois supérieur à celui des déplacements liés aux conflits. Ces dernières années, des catastrophes climatiques et naturelles parmi lesquelles des tempêtes, des inondations, des incendies de forêt et des conditions hivernales extrêmes ont déclenché de nouveaux déplacements. Les catastrophes qui évoluent lentement forment un autre facteur qui peut aggraver des situations délicates en augmentant la vulnérabilité des populations et en donnant naissance à des conflits.

Il n’existe pas de chiffres globaux sur le nombre de personnes déplacées par des catastrophes. Cependant, l’IDMC, dont la mission, approuvée au niveau international, est de recueillir et d’analyser des données sur les déplacements internes, signale que des centaines de milliers de personnes vivent des déplacements prolongés, pour des périodes allant de 1 à 26 ans. Les pays qui abritent des déplacements liés à des conflits ont déclaré une moyenne de 23 ans pour un déplacement. Les statistiques concernant les réfugiés indiquent qu’une fois que le déplacement dure six mois, il existe une forte probabilité que la période de déplacement des réfugiés perdure au moins pendant trois ans, et souvent bien au-delà de cette durée. Plus de 80 % des crises des réfugiés durent dix ans ou plus ; deux sur cinq durent vingt ans ou plus. La limite du HCR pour les situations de réfugiés prolongées est de cinq ans.

Malgré le fait que le nombre de personnes déplacées à l’intérieur de leur propre pays dépasse celui des réfugiés d’environ deux pour un (nombre total : 40 millions de personnes déplacées[[1]](#footnote-0) contre 22,5 millions de réfugiés[[2]](#footnote-1)), les déplacements internes ont été mis de côté dans les récents processus politiques mondiaux et sont éclipsés par l’attention actuellement portée aux réfugiés et aux migrants.

Les conclusions spécifiques des rapports de l’IDMC et du HCR constatent que :[[3]](#footnote-2)

* Les données au sujet des déplacements liées aux conflits montrent qu’un grand nombre des pays dont sont majoritairement issus les réfugiés sont aussi les territoires abritant le plus grand nombre de déplacés internes.
* Le phénomène des personnes déplacées qui traversent les frontières n’est pas systématiquement mesuré, et les données et analyses quantitatives et qualitatives sont insuffisantes pour apporter des réponses politiques et opérationnelles efficaces.
* Comparativement à 2015, en 2016, un plus grand nombre de réfugiés et de déplacés internes sont retournés dans leurs pays ou leurs régions d’origines. Si le retour des réfugiés dans leur pays d’origine est souvent considéré comme une solution viable et politiquement privilégiée, les rapatriés peuvent en fait revenir à des situations de sécurité et de stabilité douteuses et risquent de se retrouver à nouveau déplacés, cette fois à l’intérieur de leur pays. Des indices provenant du monde entier indiquent que de nombreux rapatriés deviennent des déplacés internes une fois rentrés dans leur pays d’origine.

Les gens partent pour toutes sortes de raisons. La capacité des migrants à retourner dans leur pays d’origine est fondamentalement différente de celle des réfugiés et, par conséquent, les migrants sont traités très différemment en droit international. Les migrants, plus particulièrement les migrants économiques, décident de partir pour avoir une vie meilleure. Les réfugiés sont obligés de fuir pour rester en vie ou pour ne pas être privés de leur liberté, sans pouvoir retourner d’où ils viennent.

Toutefois, ces dernières années, les migrants et les réfugiés utilisent de plus en plus les mêmes itinéraires et moyens de transport pour se rendre à l’étranger. Si les personnes qui composent ces flux mixtes sont incapables d’entrer légalement dans un État donné, elles ont souvent recours aux services de passeurs de clandestins et entreprennent des voyages maritimes ou terrestres dangereux, auxquels beaucoup ne survivent pas[[4]](#footnote-3).

Les mouvements migratoires mixtes sont principalement préoccupants dans le bassin méditerranéen, le golfe d’Aden, l’Amérique centrale et les Caraïbes, l’Asie du Sud-Est et les Balkans.

**Messages clés**

Les conflits et les déplacements peuvent affecter les individus de différentes manières. Intégrer l’analyse des différents besoins spécifiques signifie examiner **l’âge**(par exemple, les enfants, les adolescents et les personnes âgées), **le genre**(se référer aux caractéristiques, aux rôles et aux responsabilités des femmes et des hommes dans une culture donnée, construits et assignés par la société) et **la diversité**(y compris l’ethnicité, la langue, la culture, la religion, le handicap, le statut familial et le statut socio-économique). Il est essentiel de comprendre et de traiter les différents risques de protection au sein d’un site temporaire.

Les crises à l’origine des déplacements sont habituellement dues à de **multiples raisons**.

**Les camps arrivent en dernier recours** et devraient seulement être mis en place quand toute autre solution n’est pas réalisable ou recommandée. Les camps **ne sont pas des solutions pérennes et durables**. Ils offrent des solutions temporaires pour assurer protection et assistance et pour respecter les droits de l’homme élémentaires des populations déplacées.

**Déplacement et violence basée sur le genre (VBG)**

Lors des crises humanitaires, les populations qui étaient déjà vulnérables à la violence et à l’exploitation en raison d’inégalités préexistantes se sentent encore plus vulnérables. En conséquence, il y a plus de risques que des formes de **violence basée sur le genre (VBG)** se fassent jour pendant les déplacements, touchant excessivement les femmes, les adolescents et les enfants.

Les violences sexuelles et l’exploitation d’humains, dont les femmes et les enfants sont les premières cibles, sont devenues l’une des caractéristiques les plus inquiétantes et habituelles des conflits armés contemporains et des crises de déplacement. Bien qu’un plus grand nombre d’hommes soient tués dans les conflits armés, les femmes et les filles sont touchées de manière excessive par certains genres de violence, tels que la violence sexuelle et basée sur le genre, et par d’autres conséquences de la guerre, notamment les déplacements de population et la perte des moyens de subsistance[[5]](#footnote-4).

Les femmes et les filles déplacées sont souvent forcées d’assumer des responsabilités différentes et supplémentaires en raison d’une séparation d’avec leurs familles. Pendant les déplacements, il y a une augmentation dramatique du nombre de femmes et d'enfants qui sont à la tête de leur famille et qui, de ce fait, ont le plus de chances de voir leurs droits violés. En même temps, en raison des inégalités existantes et même exacerbées au sein de la communauté, les femmes et les enfants peuvent avoir un pouvoir social, économique et politique encore moindre et être moins représentés dans les structures officielles de direction des camps que les hommes, de sorte que leurs droits et besoins particuliers sont souvent négligés[[6]](#footnote-5).

Par conséquent, « tout effort à long terme visant à réduire la violence contre les femmes et les filles [pendant les déplacements] doit s’attaquer aux causes profondes ainsi qu’aux facteurs contributifs, même dans un contexte de crise. »[[7]](#footnote-6)

Lier la violence contre les femmes et les filles aux inégalités entre les sexes signifie que ceux qui travaillent à réduire la violence liée au sexe dans les situations humanitaires doivent œuvrer en faveur d’un changement social et culturel à long terme. Le devoir de lutter contre les VBG découle de la responsabilité de protection de l’action humanitaire et est réitéré dans des normes et directives mondialement approuvées telles que les normes du Projet Sphère[[8]](#footnote-7), les Directives des VBG de l’IASC[[9]](#footnote-8) et les Directives du VIH de l’IASC[[10]](#footnote-9) qui reconnaissent que les VBG relèvent aussi bien d’un problème de santé publique mondial que d’une question touchant aux droits de l’homme.

**Messages clés**

Lors des crises humanitaires, les personnes déjà exposées à la violence et à l’exploitation qui découlent des **inégalités préexistantes**, se retrouvent souvent encore plus vulnérables. Par conséquent, les formes de **Violences Basées sur le Genre (VBG)** risquent souvent de se matérialiser dans des situations de déplacements, et affectent de façon disproportionnelle les femmes, les adolescentes et les enfants.

Les VBG existent dans le monde entier et dans différents contextes. Les situations de déplacements augmentent souvent les risques de VBG car les **mécanismes de protection d’une communauté peuvent être affaiblis ou détruits**. Les sites de déplacements, au lieu de fournir un environnement sûr à leurs occupants, peuvent parfois augmenter l’exposition à la violence.

**Définitions du statut légal en cas de déplacement : Personnes Déplacées Internes, refugiés et migrants**

Faire la différence entre la migration forcée et la migration volontaire n’est pas toujours évident. La migration et le déplacement s’inscrivent dans un continuum qui varie de principalement volontaire à principalement forcé.

Les **Personnes Déplacées Internes** sont des « personnes ou groupes de personnes qui ont été contraints ou obligés de fuir, ou encore à quitter leur logement ou leur lieu de résidence habituel, en particulier dans l'intention ou dans le but de fuir les conséquences des conflits armés, des situations de violences généralisées, la violation des droits humains ou des désastres naturels ou causés par l’homme, et qui **n’ont pas franchi une frontière d’Etat internationalement reconnue**. »[[11]](#footnote-10) Étant donné qu’une Personne Déplacée Interne n’a pas franchi de frontière internationale, à l’inverse d’un réfugié, il/elle n’est pas soumis(e) au droit international ou protégé(e) par ce dernier[[12]](#footnote-11). Au lieu de cela, les Personnes Déplacées Internes s’en remettent à leur propre cadre juridique national et à leur État pour leur protection. Selon les Principes Directeurs du Déplacement Interne, deux éléments sont décisifs lorsqu’il s’agit d’identifier les Personnes Déplacées Internes : (1) l’élément coercitif, ou le caractère involontaire du mouvement – c’est-à-dire le déplacement causé par un conflit armé, la violence, des catastrophes naturelles et autres ; et (2) le fait que ces déplacements aient lieu à l’intérieur des frontières nationales.

Un **réfugié** est défini comme une personne qui : « en raison d’une peur justifiée d’être persécuté pour des raisons de race, de religion, de nationalité, d’appartenance à un certain groupe social ou d’opinion politique, se trouve **en dehors de son pays de nationalité** et est dans l’incapacité ou, du fait de cette peur, refuse de se prévaloir de la protection de ce pays ; ou qui, en raison de ces événements, en l’absence de nationalité et se trouvant en dehors de son pays de résidence habituel, est dans l’incapacité ou, du fait de cette peur, refuse d’y retourner. »[[13]](#footnote-12) De plus, et afin de prendre en compte les différentes situations régionales, les instruments régionaux (tels que la Convention de 1967 de l’OUA régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique[[14]](#footnote-13), ou la Déclaration de Carthagène de 1984 sur les réfugiés[[15]](#footnote-14)) et leur transposition dans le droit national reconnaissent également comme réfugiés les individus se trouvant hors de leur pays d’origine et étant dans l’incapacité ou refusant de retourner dans leur pays en raison de graves menaces pesant sur leur vie, leur intégrité physique ou leur liberté suite à des violences généralisées ou d'événements troublant gravement l'ordre public (dont les violations flagrantes des droits de l'homme).

La détermination du statut de réfugié a un caractère déclaratoire, c’est-à-dire qu’un individu est considéré comme étant réfugié dès lors qu’il correspond aux critères de la définition, dans la mesure où ladite définition reste inchangée, et ce jusqu’à ce que cette dernière change. Cependant, pour des raisons administratives, le terme **demandeur d’asile** est utilisé pour ceux dont la demande d’asile n’a pas encore été traitée[[16]](#footnote-15).

Il convient de noter que selon les instruments régionaux et la Convention relative au statut des réfugiés de 1951, les individus étant dans l’obligation de quitter leur domicile pour cause d’inondations, de tempêtes tropicales, de sécheresses, de fonte des glaciers, de tremblements de terre et autres catastrophes naturelles peuvent franchir une frontière internationale mais ne peuvent pas être juridiquement reconnus comme étant réfugiés, sauf si ces derniers remplissent également les critères de la définition[[17]](#footnote-16).

Il n’existe pas de définition internationalement reconnue pour le terme **migrant.** Cependant, et de sorte à les différencier des définitions ci-dessus s’appliquant aux réfugiés, aux personnes déplacées ou à ceux ayant été obligés ou contraints de quitter leur domicile, les migrants peuvent être généralement décrits comme étant des personnes vivant de façon temporaire ou permanente dans un pays où ils ne sont pas citoyens et qui sont libres de choisir quand partir et où aller, même si ces choix sont souvent extrêmement limités.[[18]](#footnote-17) Faire la différence entre le déplacement forcé et le déplacement volontaire n’est pas toujours évident[[19]](#footnote-18), et le déplacement lié aux crises à évolution lente, souvent récurrentes et cycliques, n’est que l’un des exemples où la situation peut être particulièrement difficile.

En cas de crise, les migrants vivant, travaillant, étudiant, voyageant ou transitant dans le pays touché par la crise peuvent être sérieusement affectés. Leurs besoins sont souvent différents de ceux de la population nationale, et certains facteurs tels que les barrières de la langue, la non-régularisation de leur statut d’immigré, la confiscation ou la perte de leurs documents de voyage ou d’identité, le manque de supports sociaux, l’isolation et la discrimination peuvent rendre les migrants particulièrement vulnérables lors des crises.

Le rapport Independent Whole of System Review of Protection in the Context of Humanitarian Action publié en 2015 invite à définir une approche holistique fondée sur une analyse de crise et une évaluation des besoins qui soit « destinée à maximiser et à contrôler les interventions de protection » pour une approche globale de la charge de travail[[20]](#footnote-19). Dans ce contexte, plutôt que de prendre en compte leur statut juridique, le système humanitaire s’intéresserait aux risques contextualisés, aux conséquences préjudiciables et aux mécanismes d’adaptation de tous les groupes et individus à risque.

**Le déplacement dans les Camps et Campements et l’urbanisation du déplacement**

Depuis 2008, 50% de la population mondiale vit dans des villes, et les populations urbaines devraient doubler au cours des 40 prochaines années. La croissance démographique la plus importante se concentrera dans les villes et les agglomérations des pays les moins développés, en particulier dans l’Asie du Sud et en Afrique Subsaharienne.

La présence de Personnes Déplacées Internes dans les zones urbaines est directement liée à la tendance mondiale à l’urbanisation croissante. Au moins 59% des réfugiés vivent actuellement dans des milieux urbains, et ce pourcentage est en augmentation.[[21]](#footnote-20) Au fur et à mesure que le déplacement se transforme en un phénomène urbain et dispersé, les camps fixes deviennent une exception. La majorité (environ 80%) des Personnes Déplacées Internes choisissent de se tenir en dehors des camps ou campements identifiés et sont à l’inverse dispersés dans des milieux urbains, ruraux ou isolés, hébergés dans des familles d’accueil, vivant dans des logements sociaux ou loués, ou au sein de petites communautés improvisées de trois à cinq ménages.[[22]](#footnote-21)

Les personnes déplacées décidant de vivre à l’extérieur des camps font ce choix pour différentes raisons. Dans certains cas, les camps ne sont pas disponibles, la sécurité n’est pas garantie, ou la distance pour rejoindre les commerces et infrastructures les rend inaccessibles. Les personnes déplacées peuvent également se sentir physiquement et émotionnellement plus en sécurité en dehors des camps ou bien la vie en camp n’est pas envisageable pour des raisons culturelles. Dans l’anonymat, de nombreuses personnes déplacées ne sont pas officiellement recensées et reste sans papiers, par peur de la persécution, de la détention et d’un possible *refoulement* (le retour forcé d’un réfugié à son pays d’origine). Malgré le manque de protection et le risque d’y être encore plus vulnérables, les populations déplacées, notamment celles en situation de déplacements prolongés, sont attirées par les centres urbains et périurbains en raison des opportunités économiques et de l’accès aux infrastructures sociales.

Il existe également une perception commune selon laquelle les populations vivant dans un camp sont nettement isolées des zones environnantes. En réalité, les frontières des camps sont moins définies, et y entrer ou en sortir se fait aisément. L’Agence de Gestion de Camp est souvent confrontée à la nécessité de soutenir les interventions ciblant les populations hors des camps, comme par exemple lorsque les Personnes Déplacées Internes vivant dans une communauté d’accueil bénéficient de l’aide fournie dans le cadre du camp. Dans d’autres cas, l’Agence de Gestion de Camp participe à la facilitation des processus de retour et de réintégration à l’échelon communautaire, soit en fournissant une aide à la préparation d’un retour de Personne Déplacée Interne, soit lors du suivi des évaluations de la réintégration des Personnes Déplacées Internes après leur départ.

**Type de Sites Temporaires**

Les camps sont une solution de dernier recours pour laquelle il faudrait opter uniquement lorsqu’il n’existe aucune autre solution envisageable ou préférable. Il ne s’agit pas d’une solution permanente et durable, mais plutôt d’une réponse temporaire qui propose un service de protection et d’aide pour garantir les droits humains élémentaires des populations déplacées.

Les types de sites où les Personnes Déplacées Internes peuvent solliciter de l’aide et une protection temporaire peuvent se présenter sous différentes formes. Selon le type d’urgence, le cadre et les facteurs externes en cause, il peut s’agir de camps planifiés ou spontanés, groupés ou dispersés. Les camps sont une solution de dernier recours ; parfois il s’agit de l’unique option pour fournir de l’aide et une protection temporaire aux populations contraintes de fuir leur domicile à la suite de catastrophes naturelles ou de conflits. Les camps ne sont pas une solution permanente et durable. Toutes autres alternatives de soutien devraient être étudiées avant d’opter pour l’installation d’un camp (par exemple la location de logements ou bien les logements sociaux).

Les camps ne sont pas toujours l’option choisie par les populations déplacées. Être hébergé chez une famille d’accueil est une option courante lorsqu’il existe des liens sociaux, ethniques, ou religieux particuliers entre la communauté d’accueil et la personne déplacée, ou lorsque ces derniers possèdent de la famille ou des amis dans la région. Il peut s’agir d’une solution à long terme comme d’une solution à court terme, et le niveau d’intervention de l’aide humanitaire peut être aussi bien considérable qu’inexistant. Cependant les ressources au sein d’une famille d’accueil et entre les communautés peuvent devenir limitées, notamment en cas de déplacement prolongé.

**Message clé**

Les types de sites où les populations déplacées peuvent solliciter de l’aide et une protection temporaire se présentent sous **différentes formes** et peuvent avoir un impact sur leur qualité de vie (dignité) au cours du déplacement.

**Typologies des sites de déplacement[[23]](#footnote-22)**

Les types de lieux où les populations déplacées peuvent temporairement trouver assistance et protection sont divers et variés et peuvent avoir un impact sur leur qualité de vie (dignité) pendant la période de déplacement.

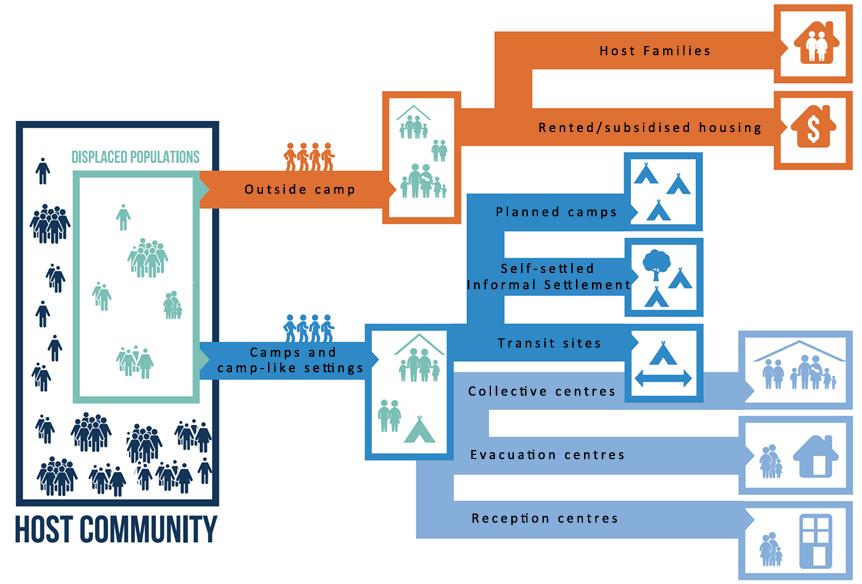
****

Illustration 2 : Typologies des sites

**Les lieux d'accueil et de transit**

Les centres d'accueil et de transit sont des sites spécifiquement utilisés au début d'une situation d'urgence comme points d'accueil temporaires où les personnes attendent leur transfert vers un camp plus sûr et plus approprié pour l'accueil sur le long terme. Ils peuvent également être utilisés à la fin d'une opération, comme une étape du processus de retour. Les camps d'accueil et de transit sont donc des installations de court terme, conçues pour offrir un abri pour une durée allant de quelques heures à une période entre 2 et 5 jours et possédant une infrastructure d'aide minimale. Les lieux d'accueil peuvent tout aussi bien être une infrastructure ouverte temporairement, partiellement ouverte ou fermée en fonction des besoins opérationnels nécessaires pour apporter de l'aide aux personnes le temps de leur transfert vers leur prochaine destination souhaitée. Le lieu des centres d'accueil et de transit doit être soigneusement pris en considération pour répondre au mieux aux contraintes logistiques ainsi qu'aux exigences liées à la mise en place des abris[[24]](#footnote-23).

**Les camps planifiés :**

Les camps planifiés peuvent être en milieu urbain ou rural ; il s'agit d'endroits où les populations déplacées trouvent un hébergement dans des lieux construits à cet effet. Elles y trouvent des services qui peuvent inclure la nourriture, l'eau, des installations sanitaires, des services sanitaires ou médicaux, la distribution de vêtements ou d'autres objets non-alimentaires et des lieux de rencontres et de loisirs pour les événements culturels. D'autres services, comme un emplacement pour le bétail ou un lieu pour la pratique d'une religion, peuvent aussi être mis à disposition. L'utilisation de ces lieux est normalement exclusivement réservée à la population du camp mais les échanges et les interactions avec la communauté avoisinante sont vivement encouragés.

**Camps spontanés ou indépendants :**

Des groupes de populations déplacées, souvent de petit groupes de personnes d'un même entourage, peuvent s'installer d'eux-mêmes en ville ou en zone rurale. Ces types d'installations sont généralement indépendants de toute assistance et subsistent sans recevoir d'aide humanitaire. Les camps indépendants peuvent être situés sur des terrains publics, privés ou communaux. Ils font normalement suite à une négociation limitée, voire à une absence de négociation, avec la population locale ou les propriétaires privés concernant l'utilisation et l'accès des terres. Dans certains cas, une agence de gestion de camp peut opérer dans les environs et s'informer sur les besoins des déplacés afin de tenter de les soutenir en leur fournissant une aide opérationnelle.

Les familles en camps indépendants (particulièrement en zone urbaine) sont plus susceptibles d'occuper des terres qui ne sont pas adaptées et dans des zones à haut risque (comme les pentes d'une colline ou des ravins) ou dans des zones publiques telles des parcs ou des places publiques, dont les autorités vont vouloir les déplacer. En fonction du contexte et de l'urgence, ce genre de camps peut avoir besoin d'être relocalisé ou amélioré. Une évaluation devrait être réalisée pour savoir si le camp est sûr et viable, ou si les résidents devraient être relocalisés dans une autre zone ou un autre camp.

**Les centres collectifs :**

Une grande variété de bâtiments et de structures peut être utilisée comme centres collectifs, par exemple des hôtels, des écoles, des usines ou encore des bâtiments publics ou gouvernementaux. Les centres collectifs sont souvent utilisés quand les déplacements se passent dans un environnement urbain ou quand il y a un important flux de personnes déplacées dans une ville. A l'image d'un camp, un centre collectif est seulement envisagé à titre d'hébergement temporaire ou de transit. Le degré d'aide peut varier d'une assistance complète à différents niveaux d'autonomie. Un responsable de centre collectif peut avoir un rôle important à jouer ici en termes de coordination des services fournis par la municipalité existante. Il est en charge de traiter ces questions, de réduire les risques liés à la protection et de s'assurer que l'environnement est sain, sécurisé et favorise le respect de la dignité et de la vie privée des personnes déplacées.

**Les centres d'évacuation :**

Les centres d'évacuation d'urgence peuvent être mis en place pour fournir un abri temporaire convenable aux personnes fuyant une menace spécifique et immédiate, telle que des combats, ou un risque naturel, comme un cyclone, un feu de forêt ou après un tremblement de terre. Les écoles, stades, bâtiments publics ou religieux sont souvent utilisés à cet effet. Dans la mesure du possible, les centres d'évacuation d'urgence devraient être préparés et planifiés avant la catastrophe.

**Zones urbaines :**

La disponibilité de terrains en ville est souvent limitée. Les personnes déplacées vont donc souvent trouver leurs propres solutions de logement temporaire, en occupant des lieux informels, des bâtiments en construction ou des quartiers marginalisés, comme des bidonvilles ou des quartiers informels. Dans certains cas, il s'agit alors de dormir dans la rue.

Les personnes cherchant un abri temporaire en zone urbaine sont souvent les moins à même d'être informées de leurs droits ou de pouvoir bénéficier de services publics comme l'électricité ou des installations sanitaires et/ou elles bénéficient seulement d'un espace limité pour leur famille. Dans certains cas, les personnes déplacées à l'intérieur d'un territoire (IDP) peuvent être empêchées d'inscrire leurs enfants à l'école et craignent de recourir aux services sanitaire et juridique de la commune dans laquelle elles vivent par manque de documents prouvant qu'elles résident dans cette ville.

En zone périurbaine, les personnes déplacées à l'intérieur d'un territoire peuvent se répartir dans des espaces ouverts ou dans des bâtiments inoccupés, pour lesquels elles n'ont reçu aucune autorisation officielle d'y vivre. Lorsque les personnes déplacées ne reçoivent pas d'aide pour se loger (allocations, rémunération du travail ou de l'argent pour le loyer) et qu'elles n'ont pas la permission de rester dans ces lieux, elles peuvent alors faire face à des risques accrus d'expulsion forcée, de conflit avec la population d'accueil, d'exploitation, d'abus, de déni de leurs droits et elles sont plus vulnérables. L'absence d'accord de la part des propriétaires des lieux peut augmenter les risques d'agression sexuelle ou d'exploitation de la part des propriétaires.

**Message clé**

La **manière dont un camp de déplacés est mis en place et géré** influence la capacité des résidents à se remettre d'une catastrophe. **Le lieu, la taille, la conception et la durée d'existence** du camp dépendent du contexte. La location d'un camp et la manière dont il est planifié et géré peut considérablement influencer la protection des résidents et l'accès à l'aide.

**Le cycle de vie du camp**

Le cycle de vie du camp est un diagramme illustrant les trois phases prévues de ce cycle : installation/amélioration du camp, maintenance et entretien du camp, et fermeture du camp. Ces trois phases se succèdent avec une période de chevauchement. Dans certains cadres opérationnels, deux étapes peuvent avoir lieu en même temps. Les missions spécifiques effectuées par une agence de gestion de camp vont varier selon le contexte, les partenaires et les fonds disponibles pour répondre à la crise.[[25]](#footnote-24)



Illustration 3 : Diagramme du cycle de vie d'un camp

Les responsabilités spécifiques assignées aux différentes agences seront examinées dans le module Rôles et responsabilités où seront présentées les grandes lignes des responsabilités du personnel en charge de la gestion du camp à chaque phase du cycle de vie du camp.

**Installation ou amélioration du camp**

Phase 1 / Evaluation - Planification - Construction - Premières arrivées (Phase d'installation du camp)

Dans les tout premiers jours après l'appel à l'aide d'urgence / la réponse à l'urgence basée sur l'implantation de camps, la principale mission sera d'évaluer les lieux, de cartographier les services existants, de planifier la phase opérationnelle de la réponse, d'identifier les partenaires et de commencer la construction ou la réparation d'infrastructures existantes (bâtiments déjà existants ou lieux indépendants). Lors de cette première phase, la plupart des activités sont mises en œuvre par des équipes composées d'experts en aménagement de sites, de logisticiens, de spécialistes de gestion de l'information, ainsi que d'experts en aménagement d'infrastructures, soit des ingénieurs civils, soit des spécialistes en construction ou d'autres spécialistes techniques travaillant en étroite coopération avec les autorités nationales et les principaux membres du groupe sectoriel en charge des abris (lorsque celui-ci est activé). Les services de soutien comme les ressources humaines vont engager et former du personnel (notamment en publiant des offres d'emploi et la structure hiérarchique pour le personnel du camp et en établissant des procédures pour assurer le bon fonctionnement des ressources humaines et de l'administration). La formation du personnel va devenir la responsabilité principale du chef d'équipe puisque les besoins et les dynamiques dans le camp évoluent.

La plupart des activités au niveau du camp vont être mises en œuvre par une équipe composée d'un chef d'équipe, d'experts en construction ou d'ingénieurs, de logisticiens et de spécialistes en approvisionnement.

Pendant cette phase, les missions incluent l'obtention d'accords pour utiliser des terrains ou des bâtiments, le déploiement du personnel assurant la sécurité, l'autorisation d'accès aux lieux où les services vont être mis en place et la conduite d'un recensement général de la population affectée par la catastrophe. Idéalement, des discussions stratégiques pour identifier des solutions durables au déplacement seront initiées dans le but de cadrer la réponse à l'urgence et d'identifier les ressources nécessaires pour restaurer un fonctionnement gouvernemental normal. Ce sont les principales responsabilités des autorités qui, dans le cadre du CCCM, sont qualifiées de responsabilités pour les administrateurs du camp ; cependant, de nombreuses branches des gouvernements nationaux sont toujours impliquées.

L'implantation ou la réparation de points d'eau, la conception de toilettes/douches pour les familles et la planification du site pour les groupes à risque devraient être suivies par l'agence de gestion du camp. L'agence de gestion du camp collectera des données sur les besoins des personnes déplacées et elle a la responsabilité de l'entretien quotidien et de la maintenance des installations. L'agence de gestion du camp a besoin de s'assurer que des normes minimales en matière d'espace et de densité sont respectées afin de maintenir la dignité des personnes et d'éviter des problèmes de santé et de protection liés au surpeuplement. Elle a aussi la responsabilité d'impliquer la population du camp dans la prise de décision et de mener des évaluations auprès de groupes spécifiques pour s'assurer que les services fournis sont en phase avec les besoins de la population du camp. Il est souvent nécessaire de tisser des liens entre l'équipe de gestion du camp et la communauté locale (notamment les entreprises). Les technologies de l'information et de la communication (TIC), y compris l'assistance technique (pour la réalisation de l'évaluation et la planification du site), la logistique et les transports, ainsi que les services sur site dépendront des exigences techniques de l’endroit sélectionné et des besoins de la population déplacée.

Les équipes d'accueil, de distribution, d'attribution des places et d’enregistrement disposant du juste équilibre hommes/femmes au sein de leur personnel devront être prêtes à accueillir les premiers arrivés ou à rencontrer les personnes déplacées installées dans différents sites. Lors des déplacements de grande ampleur, la coordination infra-nationale évaluera l'endroit où se trouvent les personnes déplacées et leurs besoins, recensera les aides et les services disponibles afin d'identifier les lacunes et les doubles emplois, déterminera les partenaires compétents et mettra en place des dispositifs pour communiquer et transmettre des rapports réguliers. Durant cette phase, des plans d'urgence, de transition et de sortie seront rédigés.

Dans chaque site, la principale priorité est de mettre en place des mécanismes de partage d'information au niveau de la communauté (par ex. pôles communautaires avec téléphones mobiles, panneaux d'information, etc.) pour que les personnes déplacées soient informées des services disponibles, de leurs droits et des procédures (règles) des sites temporaires. L'agence de la gestion du camp devrait également s'assurer que des systèmes d'alerte rapide, y compris des procédures d'évacuation soient en place.

**Soins et entretien**

Phase 2 / Exploitation et entretien - au niveau des foyers et des infrastructures communautaires / encourager la participation (phase de soins et d'entretien)

Durant cette phase, l'Agence de gestion du camp assume des responsabilités supplémentaires en impliquant et en mobilisant la communauté pour qu'elle prenne soin et s'occupe des équipements afin de préserver la santé et le bien-être des personnes vivant sur le site. Dans cet objectif, l'Agence de gestion du camp devra élargir l'équipe et engager des mobilisateurs communautaires et des spécialistes du renforcement des capacités. Durant cette phase, il est primordial de préciser les liens entre l'équipe de gestion du camp et la population du camp, afin de s'assurer que les difficultés rencontrées par chacun soient connues et que l'agence ait connaissance des besoins de tous les groupes, y compris les groupes marginalisés.

Durant la phase de soin et d'entretien, il y a une transition de la construction d'infrastructure et des réparations structurelles vers le contrôle et les tâches d'entretien des nouveaux résidents. Il est essentiel d'établir un plan qui définit quelles sont les tâches effectuées par le personnel de gestion du camp, les fournisseurs de service et les résidents du camp eux-mêmes. Tout doit être établi et décrit dans des procédures qui définissent la division du travail et de l'entretien.

Il faut développer des solutions qui correspondent aux besoins de la communauté au niveau des ménages d'un point de vue technique - y compris la distribution de l'aide, la reprise de la scolarité des enfants, les moyens de subsistance et la création d'activités de loisirs - et ce pour renforcer la communauté et éviter l'accroissement de sa vulnérabilité suite au déplacement temporaire.

Les méthodes efficaces pour développer ces solutions sont notamment l'évaluation de la sécurité, le contrôle régulier des services, la création de voies d'orientation pour la gestion des incidents, le partage d'information avec les organismes de protection et les autres partenaires, l'élaboration de procédures opératoires normalisées (PON) avec les autres acteurs pour les incidents à victimes spécifiques, le suivi de formation complémentaire sur les premiers secours psychologiques (PFA), ainsi que les techniques participatives et l'amélioration de la disponibilité des informations pour les résidents du camp. Ces compétences sont développées dans d'autres modules de cette formation.

Pour évaluer, consolider et renforcer les mesures de participation de la collectivité, vous pouvez mettre en place des structures de gouvernance transparentes et des mécanismes de mobilisation communautaires. Les forums de discussion et les mesures de responsabilisation telles que les réclamations ou les comptes-rendus sont aussi très utiles.

**Fermeture du camp et solutions durables**

Phase 3 / Fermeture et transfert (fermeture du camp)

Quand ferme-t-on un camp et comment un camp ou une installation similaire se transformeront-ils au fil du temps ? Vivre dans un camp n'est jamais considéré comme faisant partie d'une solution durable. Au contraire, il s'agit toujours d'une mesure temporaire pour faire face au déplacement, la continuité des services et l'amélioration des logements étant les éléments fondamentaux qui marquent la fin des résidences temporaires. Les solutions durables doivent être prises en compte dés le début de la création du camp.

On distingue 3 types de solutions durables pour les populations déplacées dans leur propre pays :

* **Retour :** Réintégration durable sur le lieu d'origine.
* **L'intégration locale :** Intégration locale durable dans les zones où les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays ont trouvé refuge.
* **Réinstallation :** Intégration durable dans une autre partie du pays.

Il n'y a pas d'accord international légal définissant le moment où le statut de "déplacés internes" prend fin parce que le statut de "déplacé interne" n'existe pas en droit international. La plupart des solutions se mettent en place dans le cadre juridique national et prendront fin quand une personne n'a plus besoin de protection et / ou d'aide suite à son déplacement et qu'elle a retrouvé la jouissance de ses droits humains et peut à nouveau bénéficier des services nationaux.

Le module qui traite de la Fermeture des camps et des solutions durables analysera, en profondeur, les options à long-terme pour les personnes déplacées et le rôle de l’équipe de gestion de camp.

**Message clé**

La mise en place d'une **solution durable** pour les personnes déplacées de force est complexe et nécessite la mise en oeuvre d'une politique, de programmes et d'initiatives de travail en équipe afin de proposer les éléments clés dès le début de l'installation du camp. Il y a trois catégories principales de solutions durables : rapatriement / retour, intégration locale ou réinstallation, bien que ces trois options aient des conséquences légales et opérationnelles différentes pour les personnes déplacées et les réfugiés respectivement.

**Références et outils**

* Guide pour la gestion des camps. 2015. Chapitre 1 : Au sujet de la gestion des camps : <http://cmtoolkit.org/media/transfer/doc/chapter_1.pdf>
* Chatham House. 2016. La Crise mondiale des déplacements internes. Vidéo Youtube : 58 minutes et 36 secondes : <https://www.youtube.com/watch?v=qnSLIQVx3r0>
* Groupe mondial de la coordination et de la gestion des camps (CCCM). 2014. Bilan des déplacements urbains et hors des camps : <https://www.dropbox.com/s/p32dsdnl9e9gb9g/UDOC%20Desk%20Review_Digital%20publishing.pdf?dl=0>
* Groupe chargé des politiques humanitaires. 2015. Déplacement prolongé : les chemins incertains vers la résilience en exil : <http://www.internal-displacement.org/assets/publications/2015/20150930-201509-global-protracted-displacement-odi/201509-global-protracted-displacement-odi-FULL-Report.pdf>
* OIM. 2011. Termes clés de la migration : <https://www.iom.int/key-migration-terms>
* HCR. 2007. Manuel pour la Protection des Personnes Déplacées dans leur Propre Pays : <http://www.unhcr.org/4c2355229.pdf>
* HCR. 2016. Le plan d'action en 10 Points. Chapitre 4 : Les modalités d'accueil : <http://www.unhcr.org/publications/manuals/5846cf727/10-point-plan-action-2016-update-chapter-4-reception-arrangements.html>
* HCR. 2016. "Réfugiés" et "Migrants" -- Foire aux questions (FAQs) : <http://www.unhcr.org/afr/news/latest/2016/3/56e95c676/refugees-migrants-frequently-asked-questions-faqs.html>
* HCR. 2017. Tendances mondiales : Les déplacement forcés en 2016 : <http://www.unhcr.org/globaltrends2016/>
* BCAH. 2004. Principes généraux sur les déplacements internes : <http://www.unocha.org/sites/dms/Documents/GuidingPrinciplesDispl.pdf>
* Site internet du Groupe Mondial de la Coordination et de la Gestion des Camps (CCCM) : <http://www.globalcccmcluster.org/>
* Site internet de l'Observatoire des situations de déplacement interne (IDMC) : <http://internal-displacement.org/>
* Site internet des migrants des pays en crise : <https://micicinitiative.iom.int>
* Site internet de la plateforme Disaster Displacement : <https://disasterdisplacement.org/>
* Site internet du HCR : <http://www.unhcr.org>

**Outils**

* Guide pour la gestion des camps (2015).
* Principes directeurs relatifs aux déplacements internes.
* Etudes de cas du CCCM, Vol 1 et Vol 2.

**Le suivi opérationnel (indicateurs)**

* % d'évaluations des besoins en tenant compte de l'âge, du sexe et de la diversité (AGDM)
* Nombres de mesures prises contre les violences sexuelles sur le site / dans le contexte
* Nombres d'indicateurs d'atténuation de violence sexuelle pris en compte dans l'évaluation et le suivi

1. Rapport mondial sur les déplacements internes de l'IDMC en 2018 : <http://www.internal-displacement.org/global-report/grid2018/> [↑](#footnote-ref-0)
2. Tendances mondiales du HCR : les Déplacement Forcés en 2016 : [http://www.unhcr.org/statistics/unhcrstats/5943e8a34/global-trends-forced-displacement-2016.html#](http://www.unhcr.org/statistics/unhcrstats/5943e8a34/global-trends-forced-displacement-2016.html) [↑](#footnote-ref-1)
3. Ibidem. [↑](#footnote-ref-2)
4. HCR. 2007. Protection des réfugiés et migration mixte : un plan d'action en 10 Points : <http://www.unhcr.org/protection/migration/4742a30b4/refugee-protection-mixed-migration-10-point-plan-action.html> [↑](#footnote-ref-3)
5. ONU Femmes. 2013. Violence à l'égard des femmes dans les situations de conflit, de post-conflit et dans les contextes d'urgence :<http://www.endvawnow.org/uploads/modules/pdf/1405612658.pdf> [↑](#footnote-ref-4)
6. HCR. 2009. Manuel pour la protection des personnes déplacées dans leur propre pays : <http://www.unhcr.org/4c2355229.pdf> [↑](#footnote-ref-5)
7. ONU Femmes. 2013. Violence à l'égard des femmes dans les situations de conflit, de post-conflit et dans les contextes d'urgence :<http://www.endvawnow.org/uploads/modules/pdf/1405612658.pdf> [↑](#footnote-ref-6)
8. Le projet Sphère. 2011. La charte humanitaire et les standards minimum de l'intervention humanitaire. Engagement n° 2. Services de santé essentiels. <http://www.spherehandbook.org/en/2-essential-health-services/> [↑](#footnote-ref-7)
9. Le Groupe mondial de la protection et Le Comité permanent interorganisations (IASC). 2015. Directives pour l’intégration des interventions ciblant la violence sexiste dans l’action Humanitaire : <https://interagencystandingcommittee.org/system/files/2015-iasc-gender-based-violence-guidelines_full-res.pdf> [↑](#footnote-ref-8)
10. IASC. 2010. Directives sur la conduite à tenir au sujet du VIH dans un contexte de crise humanitaire : <https://interagencystandingcommittee.org/system/files/legacy_files/IASC_HIV_Guidelines_2010_En.pdf> [↑](#footnote-ref-9)
11. HCDH. 1998. Principes généraux sur les déplacements internes. <http://www.un-documents.net/gpid.htm> [↑](#footnote-ref-10)
12. Il existe plusieurs outils juridiques, comme la convention de Kampala sur les déplacés internes, adoptée par l'Union Africaine en 2009. Le texte de la convention se trouve à l'adresse suivante : <https://au.int/en/treaties/african-union-convention-protection-and-assistance-internally-displaced-persons-africa> [↑](#footnote-ref-11)
13. HCR. 1951. La convention et le protocole relatifs au statut des réfugiés. <http://www.unhcr.org/3b66c2aa10> [↑](#footnote-ref-12)
14. Vous pouvez télécharger le document complet à l'adresse <https://au.int/en/treaties/oau-convention-governing-specific-aspects-refugee-problems-africa> [↑](#footnote-ref-13)
15. Le document complet se trouve à l'adresse suivante : [http://www.refworld.org/docid/3ef6c36.html](http://www.refworld.org/docid/3ae6b36ec.html) [↑](#footnote-ref-14)
16. HCR. 2018. Les demandeurs d'asile. <http://www.unhcr.org/asylum-seekers.html> [↑](#footnote-ref-15)
17. Vous trouverez des informations sur le programme de protection des personnes déplacées suite à une catastrophe naturelle et au changement climatique à l'adresse suivante : <http://www.disasterdisplacement.org>. [↑](#footnote-ref-16)
18. La convention des Nations Unies sur les droits des migrants précise que le terme "migrant" devrait être compris comme englobant tous les "cas où la décision de migrer est prise librement par la personne concernée, par ex. sans facteur contraignant extérieur." Le texte complet se trouve à l'adresse suivante <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001435/143557e.pdf> [↑](#footnote-ref-17)
19. "Pour l'OIM, un migrant est une personne qui traverse ou a traversé une frontière internationale, ou s'est déplacé à l'intérieur d'un même Etat et se trouve loin de sa résidence habituelle, (1) indépendamment de son statut légal ; (2) que son déplacement soit volontaire ou non ; (3) quelles que soient les causes / raisons de son déplacement ; ou (4) quelle que soit la durée de son séjour." <https://www.iom.int/who-is-a-migrant> [↑](#footnote-ref-18)
20. Étude globale indépendante du système de protection dans le contexte de l'action humanitaire. 2015. <https://interagencystandingcommittee.org/sites/default/files/independent_whole_of_system_protection_review_report_may_2015.pdf> [↑](#footnote-ref-19)
21. ODI. 2015. Déplacement prolongé : les chemins difficiles vers la résilience en exil.<http://www.internal-displacement.org/assets/publications/2015/20150930-201509-global-protracted-displacement-odi/201509-global-protracted-displacement-odi-FULL-Report.pdf> [↑](#footnote-ref-20)
22. Groupe mondial de la coordination et de la gestion des camps (CCCM). 2014. Analyse préliminaire : Déplacements urbains et hors des camps. [https://www.dropbox.com/s/p32dsdnl9e9gb9g/UDOC%20Desk%20Review\_Digital%20publishing.pdf?dl=0](https://www.dropbox.com/s/p32dsdnl9e9gb9g/UDOC%20Desk%20Review_Digital%20publishing.pdf?dl=0%20)

    Pour plus d'informations sur l'analyse préliminaire effectuée par le CCCM sur les déplacements urbains, RDV sur le site du CCCM : <http://www.globalcccmcluster.org/udoc> [↑](#footnote-ref-21)
23. Pour plus d'informations au sujet des différents types d'abris temporaires, référez-vous au chapitre 1, page 18 du Guide pour la Gestion du Camp ou à l'adresse internet suivante : <http://cmtoolkit.org/chapters/view/about-camp-management> [↑](#footnote-ref-22)
24. HCR. 2016. Le plan d'action en 10 Points. Chapitre 4, Les modalités d'accueil : <http://www.unhcr.org/publications/manuals/5846cf727/10-point-plan-action-2016-update-chapter-4-reception-arrangements.html> [↑](#footnote-ref-23)
25. Guide pour la gestion des camps, chapitre 1, page 19 ou <http://cmtoolkit.org/chapters/view/about-camp-management> [↑](#footnote-ref-24)